

## **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES 2025CZ05M3N03S0000**

#### **Acheteur**

---

**EPAMSA**  
1 rue de Champagne  
78200 MANTES LA JOLIE

#### **Représentant de l'acheteur**

---

Monsieur le Directeur général de l'établissement

**Etude paysagère, urbaine, environnementale  
et d'infrastructure du secteur dit « Entrée de  
Ville » à Carrières-sous-Poissy**

---

## Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR - INTERVENANTS .....	5
1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES .....	6
1.1 Objet du contrat .....	6
1.2 Procédure de passation .....	6
1.3 Nature du contrat .....	7
1.4 Forme du contrat .....	7
1.5 Organisation de l'achat .....	7
1.5.1 Allotissement .....	7
1.5.2 Contrat à tranches .....	7
1.5.3 Parties techniques .....	7
1.6 Attributaire .....	7
1.7 Sous-traitance .....	7
2. PIECES DU CONTRAT .....	9
2.1 Pièces contractuelles .....	9
2.2 Pièces établies après la conclusion du contrat .....	9
2.3 Stipulations générales .....	10
2.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation .....	10
2.5 Pièces à remettre au titulaire .....	10
3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	10
3.1 Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité .....	10
3.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	10
3.3 Protection de l'environnement – sécurité - santé .....	10
3.4 Réparation des dommages .....	11
3.5 Assurances .....	11
3.6 Changement de législation ou de réglementation .....	11
3.7 Autres obligations .....	11
3.7.1 Obligation générale de conseil .....	11
3.7.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance .....	11
3.7.3 Hygiène et sécurité .....	11
4. ENTREE EN VIGUEUR – DUREE – DELAIS D'EXECUTION .....	12
4.1 Entrée en vigueur et durée du contrat .....	12
4.2 Délais d'exécution .....	12
4.3 Prolongation des délais .....	12
4.4 Exécution complémentaire .....	12
5. UTILISATION DES RESULTATS .....	12
6. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....	12
6.1 Forme des prix .....	13

6.2	Variation du prix .....	13
6.3	Application de la TVA .....	13
6.4	Avance .....	13
6.5	Règlement des comptes .....	14
6.5.1	Acomptes et règlements partiels définitifs .....	14
6.5.2	Présentation des demandes de paiement .....	15
6.5.3	Païement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct .....	15
6.5.4	Délai de paiement et intérêts moratoires .....	16
7.	PENALITES.....	16
7.1	Pénalités de retard .....	17
7.2	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	17
7.3	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	18
7.4	Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la présentation des sous-traitants .	18
8.	MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE .....	18
8.1	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire (mise en régie) .....	18
8.1.1	Manquement aux termes du contrat .....	18
8.1.2	Autres conséquences .....	18
8.2	Cas de mise en régie du titulaire constitué sous la forme d'un groupement .....	18
9.	DECHEANCE .....	18
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	19
10.1	Opérations de vérification .....	19
10.2	Décision .....	19
11.	CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU MARCHÉ .....	19
11.1	Modification du marché .....	19
11.1.1	Principes généraux .....	19
11.1.2	Clause de réexamen .....	19
11.2	Cession du contrat.....	20
11.3	Imprévision .....	20
12.	RESILIATION .....	20
12.1	Résiliation pour événement extérieur au contrat.....	20
12.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
12.3	Résiliation du contrat aux torts du titulaire .....	21
13.	CLAUSES DIVERSES .....	21
13.1	Saisie-attribution .....	21
13.2	Assurances.....	21
13.3	Prévention et règlement des différends .....	22
13.4	Gestion des contentieux et des sinistres.....	22
12.5.1	Gestion des contentieux.....	22

12.5.2 Gestion des sinistres.....	22
14. LANGUE ET UNITE MONETAIRE.....	22
15. DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	23

## IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR - INTERVENANTS

La présente consultation est passée sous la forme d'un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L.2113-1s du code de la commande publique (CCP).

Le groupement est constitué de :

- ▶ L'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), sis 1 rue de Champagne – 78200 MANTES-LA-JOLIE, représenté par Monsieur Damien BEHR, Directeur général par intérim,
- ▶ La commune de Carrières-sous-Poissy, sise 1 place Saint Blaise – 78955 CARRIERES-SOUS-POISSY, représentée par son Maire, Monsieur Eddie AIT.

L'EPAMSA est coordonnateur du groupement.

**Représentation des parties** : par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-Prestations intellectuelles (CCAG-PI), l'acheteur désigne dès à présent Monsieur Djamel AÏT AÏSSA, directeur de projet de la Direction de l'aménagement et du développement de l'EPAMSA, agissant au nom et pour le compte de l'acheteur pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 CCAG-PI, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat.

Le titulaire est l'opérateur économique attributaire du contrat, identifié en tant que tel dans l'acte d'engagement, qui conclut le marché avec l'acheteur.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement, représenté par son mandataire, sans qu'il ne soit toutefois possible pour un cotraitant non visé nommément de s'exclure du périmètre de cette définition.

Le titulaire fait son affaire de l'organisation du groupement d'opérateurs économiques (dans le cadre de leur convention de groupement) sous réserve que le mandataire du groupement assume les responsabilités que le contrat met à sa charge vis-à-vis de l'acheteur.

▶ **Représentant du titulaire** : le représentant du titulaire est désigné dans les conditions visées à l'article 3.4.1 du CCAG-PI. En cas de groupement d'opérateurs économiques, il est désigné par le mandataire du groupement.

Le représentant du titulaire est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom à l'acheteur, les décisions engageant le titulaire.

- ▶ **Mandataire du groupement** : le mandataire représente les autres membres du groupement d'opérateurs économiques titulaire auprès de l'acheteur pendant l'exécution du contrat. Il est l'interlocuteur privilégié de l'acheteur.

A ce titre, le mandataire a seul qualité pour :

- Représenter l'ensemble des cotraitants jusqu'à la date de fin du marché et signer les documents engageant le groupement,
- Recevoir de l'acheteur toute notification, instruction, convocation, note, plan, ordre de service etc., assurer immédiatement leur transmission avec les directives appropriées aux cotraitants ou intéressés et le cas échéant émettre des réserves,
- Assurer sous sa responsabilité la coordination générale des cotraitants avec pour objectif la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par le groupement,
- Préparer les dossiers, remettre officiellement à l'acheteur les documents du groupement liés aux différentes phases,

- Centraliser et présenter les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants et généralement toutes les pièces administratives concernant le contrat,
- Transmettre à l'acheteur après analyse et avis pour information, toutes autres communications émanant d'un cotraitant,
- Veiller au respect du contrat par chaque cotraitant, et tout particulièrement des clauses dont le non-respect pourrait entraîner des conséquences sur la qualité des prestations, les délais et les coûts,
- Faire remplacer, en accord avec l'acheteur et dans les conditions du contrat, le cotraitant défaillant,
- Communiquer les contrats de sous-traitance à la demande de l'acheteur,
- Représenter chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec l'acheteur,
- Gérer et arbitrer la répartition des pénalités au sein du groupement, et transmettre à l'acheteur la répartition des pénalités entre les cotraitants ; dans l'attente, les pénalités étant retenues en totalité au mandataire.

Le mandataire devra toutefois participer à chaque réunion en présence du représentant de l'entreprise en charge des prestations du marché au moment de cette réunion, si celle-ci est différente, et intégrera celui-ci à chacun des échanges avec l'acheteur.

#### **Changement de mandataire :**

Tout changement de mandataire fait l'objet d'un avenant au contrat. En cas de changement de mandataire, le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur pour modifier l'identité du marché au cours de l'exécution du contrat. Cette demande doit être justifiée, notamment par l'intérêt de la bonne conduite des opérations.

L'acheteur dispose de la possibilité de refuser la demande de changement de mandataire, notamment pour un motif tiré de l'insuffisance des garanties présentées par le nouveau mandataire.

A compter de la date de substitution, le nouveau mandataire assume seul vis-à-vis de l'acheteur les responsabilités du mandataire.

## **1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 OBJET DU CONTRAT**

Le présent contrat a pour objet la réalisation d'une étude multisites paysagère, urbaine, environnementale et d'infrastructure dite « Entrée de ville » à Carrières-sous-Poissy, dans le cadre de l'article L.300-4 du code de l'urbanisme.

Lieu d'exécution : Commune de Carrières-sous-Poissy (78955).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### **1.2 PROCEDURE DE PASSATION**

La consultation a été passée selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1s CCP.

Il s'agissait d'une procédure restreinte décomposée en deux phases distinctes :

- . une phase de candidature au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre sont sélectionnés,
- . une phase d'offre au terme de laquelle l'attributaire est choisi.

### 1.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de prestations intellectuelles régi par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021, dans sa version en vigueur à la signature du marché.

### 1.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un marché à prix mixtes, à la fois forfaitaires et unitaires.

### 1.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

#### 1.5.1 Allotissement

Le présent contrat ne fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément aux articles L.2113-10s, R.2113-2s CCP, le motif de non-allotissement est le suivant : l'objet du contrat ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

#### 1.5.2 Contrat à tranches

Le présent contrat ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

#### 1.5.3 Parties techniques

Le présent contrat comporte deux parties techniques, au sens de l'article 22 CCAG-PI, décomposées comme suit :

Partie	Description
Phase 1	Diagnostic paysager, urbain, environnemental et d'infrastructure et choix de scénario d'aménagement
Phase 2	Approfondissement du scénario retenu

Conformément à l'article précité, l'acheteur peut décider au terme de chacune des parties techniques de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, sans que cette décision ne donne lieu à indemnisation du titulaire.

Cette décision de ne pas poursuivre entraîne la résiliation du présent contrat.

### 1.6 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

### 1.7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 CCP, sous-traiter l'exécution de certaine partie du marché sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par l'acheteur dans les conditions et modalités prévues aux articles R.2193-1s CCP.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la signature du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constaté par un acte spécial signé par le titulaire et l'acheteur (formulaire DC4).

A cet effet, il présentera le cadre spécial de sous-traitance (formulaire DC4), dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées. Les documents doivent être adressés par courriel en format .zip à l'adresse [marchespublics@epamsa.fr](mailto:marchespublics@epamsa.fr).

En cours d'exécution de marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 CCAG-PI, l'acheteur notifie, après signature au titulaire et à chaque sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire transmet à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et fait connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leurs sous-traitants indirects et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers doivent fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de l'acceptation de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux aux sous-traitants indirects de second rang et plus.

La non-production de la copie de cette caution au représentant de l'acheteur empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter résiliation aux torts du titulaire selon les modalités de l'article 12.3 du présent C.C.A.P.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS), lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conformément à l'article L.4532-9 du code du travail. Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément de ses conditions de paiement, ou à la suite de communication de renseignements inexacts (en toute connaissance de cause) à l'appui de la demande de sous-traitance expose le titulaire à la résiliation du contrat à ses torts, dans les conditions définies ci-dessous ainsi qu'à l'introduction d'actions indemnitaires et pénales le cas échéant.

Même dans le cas d'acceptation et d'agrément du sous-traitant, le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leur engagement ou de la cessation d'activités sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les stipulations du contrat relatives à la sous-traitance s'appliquent indifféremment à tous les sous-traitants, y compris les sous-traitants de rang 2 et suivants.



## 2. PIÈCES DU CONTRAT

### 2.1 PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du contrat sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### a) Pièces particulières :

- . l'**acte d'engagement** (A.E.) et ses annexes ;
- . l'**offre financière du titulaire** (D.P.G.F. et B.P.U.) ;
- . le présent **cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.) ;
- . le **cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- . l'**offre technique du titulaire** : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas, l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . **les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du contrat.

Les exemplaires des documents particuliers composant le contrat détenu par l'acheteur font seul foi. L'A.E., le C.C.A.P. et le C.C.T.P. prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Le titulaire doit sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge.

Toutefois, à l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mettre en œuvre ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter. Ce mémoire technique, ainsi que les éventuels compléments ou précisions apportés au cours de la procédure de passation ou dans le cadre des négociations, constituent un engagement unilatéral du titulaire vis-à-vis de l'acheteur qui pourra à tout moment exiger qu'il les respecte en toutes ses dispositions. En revanche, s'agissant d'un engagement unilatéral, il ne confère aucun droit au titulaire qui ne pourra élever aucune réclamation au motif que pour exécuter ses obligations contractuelles, il devrait mobiliser des moyens ou retenir des méthodes différentes et le cas échéant, plus coûteux par rapport à ceux qu'il avait prévu au sein de son mémoire technique.

#### b) Pièces générales :

- . le **code de la commande publique** du 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- . le **cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Les pièces générales ne sont pas jointes au contrat, elles sont réputées être connues des parties, la signature de l'acte d'engagement entraînant leur acceptation pure et simple.

Par suite, le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat.

La version de ces textes qui est opposable au titulaire est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

### 2.2 PIÈCES ÉTABLIES APRÈS LA CONCLUSION DU CONTRAT

Les pièces établies par le titulaire en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par l'acheteur.

## 2.3 STIPULATIONS GENERALES

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable à l'acheteur.

## 2.4 ACCEPTATION DES PIECES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché. Il déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires auprès de l'acheteur pour la bonne compréhension de la mission.

Par suite, le titulaire déclare assumer l'entière responsabilité de l'interprétation qu'il a fait des pièces et documents mis à sa disposition par le acheteur, sauf à démontrer que le acheteur a délibérément cherché à nuire au titulaire en faisant figurer une information erronée et/ou en omettant une information essentielle.

## 2.5 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation à l'article 4.2 CCAG-PI, la remise au titulaire, sans frais de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.

# 3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

## 3.1 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

- **Obligation de confidentialité** : il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-PI.

- **Protection des données à caractère personnel** : il est fait application de l'article 5.2 CCAG-PI.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de « responsable du traitement » et le titulaire celle de « sous-traitant » du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

- **Mesures de sécurité** : il est fait application de l'article 5.3 CCAG-PI.

## 3.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-PI.

## 3.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – SECURITE - SANTE

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-PI.

### 3.4 REPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-PI.

### 3.5 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI.

### 3.6 CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Le titulaire est réputé avoir pris en compte l'ensemble des normes existantes à la date de signature du contrat ainsi que celles dont l'entrée en vigueur était raisonnablement prévisible pour un homme de l'art.

Le titulaire est tenu d'adapter sans délai l'exécution de ses prestations aux changements de normes en vigueur intervenant après la signature du contrat. Les conséquences financières ainsi qu'en termes de délais résultant de l'évolution ou d'un changement de normes en vigueur sont à la charge intégrale du titulaire, sauf :

- En cas de démonstration par le titulaire qu'il ne pouvait pas raisonnablement anticiper l'entrée en vigueur de la norme concernée,
- En cas de démonstration par le titulaire que la norme concernée affecte directement ses prestations prévues au contrat.

Dans ces cas, le titulaire établit un mémoire exposant de manière détaillée les impacts techniques, notamment en termes de travaux supplémentaires, et/ou financiers et/ou sur les délais contractuels, résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée.

L'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des éléments susvisés pour se prononcer sur la demande du titulaire.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-PI, si l'acheteur estime que les conditions prévues au présent article sont réunies et s'il accepte les conséquences techniques, financières et/ou sur les délais résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée, le contrat est modifié par voie d'avenant, à régulariser dans le délai d'un mois à compter de la notification de son accord par l'acheteur. En cas de désaccord exprimé par l'acheteur ou en cas de silence de plus d'un mois, le différend est réglé dans les conditions de l'article 18 du présent CCAP.

### 3.7 AUTRES OBLIGATIONS

#### 3.7.1 *Obligation générale de conseil*

Considérant la qualité de professionnel du titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit notamment prêter son concours à l'acheteur, dans le cadre des obligations du présent contrat et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent contrat notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

#### 3.7.2 *Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance*

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-PI.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-PI.

#### 3.7.3 *Hygiène et sécurité*

Le titulaire est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel.

Il est tenu d'exploiter le service en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur régissant les conditions de travail des salariés et notamment les divers codes et règlement de la protection et de l'hygiène au travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise titulaire.

Elle doit être en permanence propre et entretenue, sans déchirure ni souillure.

Le personnel doit avoir une conduite conforme à sa mission, qui implique notamment la courtoisie à l'égard d'autrui. L'acheteur peut demander un rappel à l'ordre et, à défaut d'amélioration constatée dans le mois suivant, exiger le remplacement de tout agent dont le comportement est un obstacle au bon fonctionnement du service. Il est interdit aux agents du titulaire de solliciter ou de recevoir des usagers une rémunération quelconque.

## **4. ENTREE EN VIGUEUR – DUREE – DELAIS D'EXECUTION**

### **4.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT**

Le présent contrat entre en vigueur à compter de sa notification, consistant en une remise au titulaire des pièces contractuelles. Il est conclu pour une durée maximale de 18 mois.

### **4.2 DELAIS D'EXECUTION**

Il est fait application des articles 13.1 et 13.2 CCAG-PI. Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 2.7 du C.C.T.P.

Il est précisé que dans le cadre de son offre, le titulaire a remis un planning indiquant les délais d'exécution, devenu contractuel à la notification du contrat.

### **4.3 PROLONGATION DES DELAIS**

Il est fait application de l'article 13.3 CCAG-PI.

### **4.4 EXECUTION COMPLEMENTAIRE**

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalable telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire au titre du présent contrat.

## **5. UTILISATION DES RESULTATS**

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-PI.

## **6. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10 CCAG-PI. Conformément à l'article 10.1.3 CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et notamment :

- L'exécution des prestations de la mission ou prestations connexes, commandées par l'EPAMSA, dans les conditions du contrat et/ou au bon de commande,
- La main d'œuvre,
- Les pré-validations, validations ou vérifications consécutives à l'exécution de la mission ou des prestations connexes,
- Les frais de reprographie des documents, des rapports, des comptes rendus etc,
- Les frais postaux,
- Les frais de secrétariat,

- Les frais de déplacement, de repas, d'hébergement,
- Les frais afférents aux assurances.

En complément de l'article 10.1.3 CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- . en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autres, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement, et les conséquences de ces défaillances ;
- . en cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

De plus, sont également inclus dans les prix :

- . la cession à l'EPAMSA des droits patrimoniaux afférents aux documents produits,
- . toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- . tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Variation des taxes fiscales : en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

## **6.1 FORME DES PRIX**

Les prix du contrat sont mixtes, établis sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire et du bordereau des prix unitaires (pour la partie relative aux réunions supplémentaires).

## **6.2 VARIATION DU PRIX**

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du marché.

## **6.3 APPLICATION DE LA TVA**

Le montant des prestations est calculé en application du taux de TVA en vigueur.

## **6.4 AVANCE**

Conformément à l'article L.2191-2 CCP, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire stipulée à l'acte d'engagement. Elle est versée sur demande du titulaire dans l'acte d'engagement à la condition qu'il constitue une garantie à première demande portant sur la totalité du remboursement en application de l'article R.2191-7 al.3.

Le montant de l'avance, détaillé ci-après, est fixé conformément à l'article R.2191-7 CCP.

Lorsque le titulaire a fait appel à des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les stipulations du présent article lui sont applicables. Les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur demande. Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que ses sous-traitants en obtiennent le versement.

L'option retenue est l'option B (article 11.1 CCAG-PI).

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le titulaire qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance. Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois après production de cette garantie.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

L'assiette de l'avance est calculée comme suit :

- Pour le titulaire : l'assiette de calcul de l'avance est réduite au montant correspondant aux prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend pas le montant des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.
- Pour le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct et ayant demandé à bénéficier de l'avance : l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans l'acte spécial de sous-traitance.

Dans le cas où le titulaire est constitué sous la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, le calcul du montant de l'avance est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations – 65) / 15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

## 6.5 REGLEMENT DES COMPTES

### 6.5.1 Acomptes et règlements partiels définitifs

Les prestations objet du présent contrat sont rémunérées par des acomptes dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

Païement pour solde :

La demande de paiement pour solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 CCAG-PI, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision de réception des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat, objet du projet de décompte,
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - . aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations,
  - . au solde du contrat.

### **6.5.2 Présentation des demandes de paiement**

Le règlement des prestations s'effectue sur présentation de facture sous forme dématérialisée sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour toutes les entreprises.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : factures Gesprojet

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande ou de l'OS le cas échéant,
- La date d'exécution effective.
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections ou le montant des prestations correspondant à la période en cause,
- le détail des prix unitaires,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT et TTC, ainsi que le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées,
- l'application de la révision ou de l'actualisation de prix,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues,
- les avances à rembourser,
- les pénalités éventuelles.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire, accompagnées des raisons du refus de paiement. Le titulaire doit obligatoirement retourner à l'acheteur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

### **6.5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

#### **6.5.4 Délai de paiement et intérêts moratoires**

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai, jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 CCP.

## **7. PENALITES**

L'acheteur dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du titulaire. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le titulaire fournit à l'acheteur tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

L'acheteur peut demander au titulaire des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par l'acheteur ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité au titre du contrat.

L'acheteur peut appliquer des pénalités au titulaire, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci.



En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation. Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité de l'acheteur à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 14 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le maître d'œuvre dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Par application de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.

## 7.1 PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 CCAG-PI, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité de **50 € par jour calendaire de retard** sur simple constatation et sans mise en demeure.

En cas de retard dans la remise des documents exigés dans les documents particuliers du marché, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière forfaitaire de **50 € par jour calendaire de retard** et par document non remis, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

En cas de remise de document dont la qualité ne permet pas la poursuite de l'exécution des prestations, sur simple constat de l'acheteur, celui-ci est considéré comme non remis et les pénalités appliquées en conséquence.

Dans l'hypothèse d'une résiliation du contrat, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour de l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 38 CCAG-PI.

## 7.2 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 14.2 CCAG-PI.

### 7.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à **10% du montant du contrat**, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1s du code du travail.

### 7.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément de ses sous-traitants, une pénalité de **5 000 € par sous-traitant** est appliquée au titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

## 8. MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE

### 8.1 EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (MISE EN REGIE)

#### 8.1.1 *Manquement aux termes du contrat*

Il est fait application de l'article 27 du CCAG-PI.

#### 8.1.2 *Autres conséquences*

Le titulaire, dont les prestations font l'objet des stipulations de l'article ci-dessus, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres de l'acheteur.

Les mesures prises en application du présent article sont à la charge du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Les prestations se faisant aux frais et risques du titulaire, celui-ci ne pourra arguer de la réalisation des prestations par l'acheteur et/ou par un tiers pour s'exonérer de ses obligations au titre du contrat.

### 8.2 CAS DE MISE EN REGIE DU TITULAIRE CONSTITUE SOUS LA FORME D'UN GROUPEMENT

Dans le cas où le contrat est passé avec un groupement conjoint d'opérateurs économiques et dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations de l'article 27 CCAG-PI sont applicables.

Pour la bonne compréhension de cet article, la résiliation qui y est visée s'entend comme la résiliation globale du marché prévue à l'article 14.3 du présent CCAP.

## 9. DECHEANCE

L'acheteur peut toujours procéder à la résiliation du contrat aux torts du titulaire, sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits, en cas de manquement grave et/ou répété à ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 39 CCAG-PI.

## 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 10.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées conformément à l'article 28 CCAG-PI, dans un délai maximal de 2 mois à compter de la date de remise par le titulaire des documents à l'acheteur.

Par dérogation à l'article 28 CCAG-PI, l'acheteur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de vérification des documents remis pour acceptation.

L'absence de réponse de l'acheteur dans un délai de deux mois à compter de la date de remise des documents vaut acceptation des documents.

### 10.2 DECISION

La décision est prononcée par l'acheteur dans les conditions de l'article 29 CCAG-PI.

## 11. CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU MARCHE

### 11.1 MODIFICATION DU MARCHE

#### 11.1.1 Principes généraux

Les conditions techniques et financières du marché sont susceptibles d'être modifiées au cours de son exécution.

Toute modification convenue entre les parties se fait par voie d'avenant et dans le respect des dispositions du CCP, notamment pris en son article L.2194-1 ainsi que de l'article 25 CCAG-PI.

Le contrat peut également être modifié unilatéralement par ordre de service de l'acheteur, dans les conditions de droit commun applicables à tout contrat administratif.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications opérées au plus tard à l'issue du délai de préavis indiqué dans l'ordre de service, ou à défaut, dans les meilleurs délais.

Toutes les clauses du contrat non explicitement modifiées demeurent applicables de plein droit.

#### 11.1.2 Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Conformément à l'article 25 CCAG-PI, les parties conviennent, le cas échéant, par avenant des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Pour la mise en œuvre de cette clause de réexamen, il est fait application de l'article 25 CCAG-PI.

Il est précisé que la clause de réexamen figurant au présent article ne constitue pas un droit à la modification du contrat pour le titulaire.

Par suite, l'acheteur est libre de refuser une modification fondée sur le présent article sans que cela ne justifie une demande d'indemnisation de la part du titulaire.

## 11.2 CESSION DU CONTRAT

Le titulaire ne peut céder tout ou partie du contrat sans le consentement préalable écrit de l'acheteur.

La demande de cession est effectuée par le titulaire auprès de l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions du CCP, notamment pris en ses articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-6, l'acheteur ne peut donner son agrément à la cession que si le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières au vu desquelles le marché a été attribué, et si la cession ne remet pas en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, ni ne modifie substantiellement les caractéristiques du contrat.

L'acheteur fait connaître sa décision dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A défaut, le silence de l'acheteur vaut refus.

A défaut d'avenant de cession, celle-ci est considérée comme irrégulière et inopposable à l'acheteur.

Le non-respect des stipulations du présent article peut être sanctionné par la déchéance.

Si l'acheteur accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le contrat à la charge du titulaire, à hauteur de la cession effectuée.

Le titulaire fait son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurances et communique à son cocontractant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

## 11.3 IMPREVISION

En cas de survenance d'un événement imprévisible lors de la signature du contrat ou dont les effets ne pouvaient raisonnablement être prévus à cette date, extérieur aux parties, et ayant (ou qui aura) nécessairement pour effet de bouleverser temporairement l'équilibre économique du contrat, le titulaire doit poursuivre l'exécution de ses obligations.

Il peut proposer à l'acheteur les mesures d'adaptation nécessaires au marché. Si l'acheteur accepte ces propositions, un avenant est conclu à brefs délais dans les conditions de l'article 14.1 du présent CCAP. Le titulaire a en outre droit à une aide financière versée par l'acheteur pour pourvoir aux dépenses extracontractuelles afférentes à la période d'imprévision, sous réserve de documenter ses dépenses et dans la limite de 50% de celles-ci.

Au cas où, à la survenance d'un fait d'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du contrat ne serait plus temporaire, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'acheteur dans les conditions ci-dessous, ou à la demande du titulaire par le juge administratif.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation. Elle prend effet à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

## 12. RESILIATION

Il est fait application des dispositions des articles 36 à 42 CCAG-PI.

### 12.1 RESILIATION POUR EVENEMENT EXTERIEUR AU CONTRAT

Le présent contrat peut être résilié par l'acheteur sans indemnité conformément à l'article 37 CCAG-PI en cas :

- De décès ou incapacité civile du titulaire,
- De redressement ou de liquidation judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire,
- D'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du contrat.

## 12.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 CCAG-PI, sans préjudice de l'application des alinéas 2 et 3 de cet article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial hors taxes du contrat, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 40 CCAG-PI, ne seront pris en compte que les montants de la DPGF.

## 12.3 RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il est fait application de l'article 39 CCAG-PI avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation,
- en complément de l'article 39 CCAG-PI, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus du titulaire du contrat, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 39 CCAG-PI, à 8 jours, le contrat est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas de non-respect par le titulaire (ou par l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises), des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-4 et R.2143-9s CCP et aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire (ou l'un ou l'autre des cotraitants en cas de groupement d'entreprises), lors de la consultation ou de l'exécution du contrat, le contrat ou la part de contrat correspondante sera résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 39.2 CCAG-PI, le titulaire (ou le cotraitant) dispose d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 13. CLAUSES DIVERSES

### 13.1 SAISIE-ATTRIBUTION

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

### 13.2 ASSURANCES

Le titulaire doit souscrire les contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché une attestation de son assureur justifiant d'une assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, pour l'année en cours.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'absence de ces documents dans le délai prescrit pourra entraîner la résiliation du marché, sans mise en demeure, et sans indemnité, par l'acheteur.

### **13.3 PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat dans les conditions de l'article 35 CCAG-PI.

En cas de rejet de la réclamation du titulaire déposée dans les formes et conditions de l'article 35 CCAG-PI et/ou en cas de désaccord persistant de l'acheteur sur les conditions d'exécution du contrat, le différend pourra être porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Versailles.

### **13.4 GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES**

#### ***12.5.1 Gestion des contentieux***

Le titulaire doit assister l'acheteur dans le cadre de contentieux où celui-ci serait mis en cause, quel que soit le stade d'avancement du contrat.

#### ***12.5.2 Gestion des sinistres***

Le titulaire doit informer immédiatement l'acheteur des sinistres dont il a connaissance. Il précise la nature de celui-ci, sa localisation précise, la date et l'heure de son identification, ainsi que les mesures qu'il va mettre en œuvre pour remédier à ce sinistre. Chaque sinistre fait l'objet d'un constat contradictoire entre l'acheteur et le titulaire.

A défaut d'établissement d'un tel constat, le titulaire ne pourra pas se prévaloir de la survenance du sinistre pour demander une indemnisation ou un délai supplémentaire.

Nonobstant la politique d'assurance qui sera déployée par l'acheteur dans le cadre de cette opération, le titulaire devra prendre toutes les diligences nécessaires pour la gestion desdits sinistres, et ce quelle que soit sa responsabilité.

Il doit notamment mettre en œuvre les mesures de sauvegarde et de mise en sécurité, et participer aux réunions d'expertise, le cas échéant.

## **14. LANGUE ET UNITE MONETAIRE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

L'unité monétaire est l'euro.

## 15. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG-PI, les dérogations du contrat au CCAG-PI sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-PI auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-PI sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché et/ou de discuter de ses clauses au cours des séances de négociation ayant précédé l'attribution dudit marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-PI n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations identifiées.